



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

11-05-2016

EDF : Derrière sa “crise” qui cache la privatisation

En cette année du 70^e anniversaire de la nationalisation d'EDF sous la responsabilité de Marcel Paul Ministre communiste de l'énergie, cette entreprise est la proie d'une crise d'ampleur qui a donné lieu récemment à la démission de son directeur financier, vite remplacé par un homme du pouvoir plus enclin à suivre la ligne politique de l'État français actionnaire majoritaire d'EDF à 85%...

La crise financière d'EDF est liée à des choix politiques au coeur desquels sont l'ouverture à la concurrence capitaliste et la voie bien entamée de la privatisation.

En 2004 les secteurs d'EDF ont été ouverts à la concurrence capitaliste. En 2005, 15% du capital d'EDF a été vendu au privé.

Les objectifs du capital sont clairs : il s'agit de liquider définitivement EDF comme entreprise publique. Fragilisée sur son marché national avec un lourd endettement, elle devient une proie plus facile pour passer sous les fourches caudines des intérêts capitalistes.

Des entreprises de distribution comme Engie et Direct Energie ont déjà récupéré pour leur profit, 13,5 millions de clients sur les 46 millions que comptait EDF.

La multinationale TOTAL veut être un acteur important des énergies renouvelables qui seront une source de profits énormes dans l'avenir proche, pour cela elle commence à mettre la main sur le stockage de l'énergie. Elle achète à cet effet l'entreprise SAFT dont c'est la spécialité. Ce marché en expansion pourrait (selon le journal "Les Echos") friser les 19 milliards de dollars en 2017.

L'augmentation de capital d'EDF prévue par le gouvernement (4 milliards) n'est pas à la hauteur du problème. Cela rembourse EDF de l'acquisition d'Areva et la comparaison avec les 20 milliards versés en dividende à l'Etat depuis la transformation d'EDF en société anonyme est fort désavantageuse.

Au nom du redressement, des secteurs entiers sont sous le coup d'une politique de privatisation. Le gouvernement a décidé de vendre au privé 50% de RTE (Réseau de Transport d'Electricité) actuellement encore 100% public, pour 10 milliards. C'est aussi par exemple toute la production hydro-électrique qui doit passer au secteur privé, tandis que la production d'énergies dites renouvelables, privées et subventionnées dont EDF à l'obligation d'acheter la production, avec l'Etat qui tarde à la rembourser comme prévu, obère un peu plus ses capacités financières à investir sur le très long terme et en particulier à mener à bien dans de bonnes conditions la prolongation du parc nucléaire et de son renouvellement avec des technologies de troisième et quatrième génération.

Le pouvoir par la bouche de son Ministre Macron n'a pas non plus caché que ce qui était visé c'était les salariés d'EDF eux-mêmes. Déjà un plan de 4.000 suppressions d'emplois est en cours et au-delà c'est le statut même des personnels qui est en jeu. Ce statut est une garantie de la capacité de l'entreprise à maîtriser les technologies les plus avancées. C'est grâce à ce statut que les personnels d'EDF ont donné à la France sa maîtrise nucléaire dans des conditions de sécurité exceptionnelles.

Les salariés sont en lutte, ils n'acceptent pas cette marche vers la liquidation totale de leur entreprise publique. Notre Parti leur renouvelle son soutien.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes demande la nationalisation complète et la remise de toute la filière énergie, au peuple et à la nation. C'est l'unique moyen d'assurer l'indépendance nationale de la France et donner à nos citoyens et à notre industrie une base énergétique sûre, efficace et stable.

La maîtrise des secteurs décisifs et leur propriété sociale sont la condition indispensable pour le changement de politique et de société en France.

* La semaine prochaine nous aborderons la politique d'EDF concernant sa participation à la construction des centrales nucléaires en Grande Bretagne.